CINÉMA ALGÉRIEN

# L'impossible relance

***Tel est le constat accablant qui caractérise l'état du cinéma algérien et qui, au-delà, couvre malheureusement tout le champ de la cinématographie algérienne.***

Et pourtant, à l'indépendance du pays, les choses se présentaient autrement et tout indiquait la possibilité réelle pour la constitution d'un cinéma d'envergure dont l'importance et la renommée allaient traverser les frontières nationales.

Le jeune Etat de l'époque avait décidé au travers d'une politique volontariste de prendre en charge la question de la promotion et du développement du cinéma dans toutes ses dimensions par la création de structures chargées de la production et de la distribution des films, de l'exploitation des salles, voire même de la formation de cinéastes à tous les échelons de la filière.

L'Algérie possédait le plus grand parc de salles de cinéma d'Afrique, plus de 400, toutes opérationnelles, qui couvraient l'ensemble du territoire national, un premier noyau de cinéastes, techniquement compétents, formés pour la plupart dans la structure embryonnaire installée dans le maquis et dont les images ont grandement servi pour faire connaître la cause algérienne à travers le monde, un public qui, au sortir d'une guerre meurtrière de plus de 7 ans, aimait fréquenter les salles de cinéma et voir des films entre amis ou en famille, comme partout dans le monde.

Cette époque heureuse du cinéma en Algérie a vu la réalisation d'un nombre respectable de films algériens qui constituent aujourd'hui un patrimoine national incontournable, voire même pour quelques-uns des classiques de l'histoire du cinéma : comme *la Bataille d'Alger*, *L'aube des damnés, Le vent des Aurès* ou *Chronique des années de braise.* On a même pu assister entre 1965 et le milieu des années 80 au déplacement successif de trois courants cinématographiques, chacun avec ses fondements thématiques et ses formes esthétiques propres, un cinéma, d'abord de la célébration nationale avec les films de Lakhdar Hamina, Mustapha Badie, Ahmed Rachedi, Amar Laskri ou Ahmed Lalam, des films qui ont connu un succès considérable et qui ont été salués dans le monde entier, remportant des prix importants dans de nombreux festivals avec la consécration ultime, la Palme d'or du Festival de Cannes pour le film *Chronique des années de braise* de Lakhdar Hamina, l'unique Palme d'or remportée par un cinéaste arabe et africain à ce jour.

Ensuite il y a eu l'émergence d'une nouvelle vague de cinéastes appelée communément par la critique internationale «le cinéma djedid» (le nouveau cinéma) avec des films de prise directe avec une société indépendante et en pleine transformation politique et sociale et qui interrogeait des problématiques nouvelles, la réforme agraire, l'effort d'industrialisation du pays, le statut des femmes et leur place dans une société en mouvement ; ce fut le cas des films de Abdelaziz Tolbi, Mohamed Bouamari, El Hachemi Cherif ou Liamine Merbah.

Enfin, en 1977, le film *Omar Gatlatou* de Merzak Allouache ouvrit la voie à un cinéma du quotidien, une sorte de néo-réalisme à l'algérienne, combinant la critique sociale et une forte dose d'humour à la fois tendre et ravageur.

Les années 80 virent la poursuite et l'approfondissement de toutes ces tendances cinématographiques, privilégiant des fois l'une, des fois l'autre, au gré des circonstances et des orientations politiques. Cet âge d'or du cinéma algérien prit fin brutalement au cours de la décennie noire. Plusieurs facteurs ont contribué à la mise à mort de l'activité cinématographique. Au début des années 90, l'Etat algérien, soumis aux injonctions du FMI et à ses plans de restructuration économique, se désengagea de tout projet cinématographique en se retirant de la production et de la distribution des films, créant par là même un vide que de possibles promoteurs privés, frileux, non rassurés et ignorant les potentialités du secteur ne pouvaient combler. On laissa le parc des salles se détériorait au fil du temps, ces salles furent fermées les unes après les autres, mal entretenues par des APC qui avaient le monopole de leur gestion, ou détournées de leur vocation.

Cette réalité implacable des salles de cinéma fermées — une dizaine encore fonctionnelles à l'époque pour un parc qui dépassait les 400 — est l'une des facettes la plus déterminantes de la crise du cinéma en Algérie. A cela s'ajoute la situation

Photo : DR

sécuritaire engendrée par le chaos politique qui a caractérisé le pays dans tous les secteurs au cours des années 90.

La seule éclaircie dans le ciel cinématographique sombre de ces années-là fut la naissance, ô combien salutaire — et ce fut une première en Algérie, voire même dans tout le Maghreb — d'un cinéma dit berbère, utilisant dans les dialogues la langue amazighe avec les films comme *la Colline oubliée* de Abderrahmane Bouguermouh (1995), *Machaho* de Belgacem Hadjadj (1996) et un authentique chef-d'œuvre, *La montagne de Baya*, de feu Azzedine Meddour (1997).

Aujourd'hui, après cette terrible sombre décennie, une nouvelle génération de cinéastes a vu le jour. Ils tentent chacun malgré l'adversité et des conditions défavorables de faire renaître le cinéma algérien.

Tarek Teguia, Nadir Mokneche, Djamila Sahraoui, Bachir Boubrar, Sid Ali Fettar, Okacha Touita, Malek Ben Smaïl, d'abord, ensuite une seconde génération, tous autodidactes et dont les films sont aujourd'hui présentés, appréciés et primés dans différents festivals arabes, africains ou européens, comme ceux de Karim Moussaoui, Hassen Ferhani, Lyes Salem, Bahia Bencheikh El Fegoun, Yasmine Chouikh ou Houssem Boukhari, avec des œuvres originales au style fiévreux et intrépide comme l'est la jeunesse de ces cinéastes et qui tentent par des démarches uniques et singulières de réinventer un nouveau cinéma algérien.

D'un autre côté, on ne peut que saluer la décision du ministère de la Culture de vouloir rénover et rendre opérationnelles au moins 80 salles en attendant la généralisation de cette opération salutaire à toutes les autres. Comme il est important aussi de souligner le lancement du premier studio de cinéma à El Achour où s'est déroulé le tournage du biopic sur Ibn Badis. Tout cela est évidemment encourageant et laisse penser qu'une redynamisation du secteur est en cours. Mais l'évidence est bien là, entêtante et incontournable, parler de relance du cinéma en Algérie est inapproprié et, pour le moment, pas encore à l'ordre du jour.

Pour que cela se fasse, il faut lancer un programme stratégique d'envergure à tous les niveaux. Une politique de soutien financier conséquent à la production, faciliter administrativement l'ouverture du marché du film aux opérateurs privés au niveau de la production et de la distribution des films en supprimant les obstacles et les contraintes bureaucratiques inhérentes au fonctionnement des structures institutionnelles officielles ; encourager la mise en place de multiplexes au moins au niveau des grandes villes du pays pour permettre au public d'avoir un grand choix de films et de se réapproprier par là même la pratique des salles de cinéma ; rénover l'ensemble du parc pour les salles en état de l'être, non seulement pour les grandes villes mais aussi pour toutes les autres possédant des salles de cinéma ; promouvoir une véritable politique de formation cinématographique en direction des jeunes, soit par l'ouverture d'une véritable école de cinéma au niveau national ou des départements d'études et de réalisations cinématographiques dans les universités d'Alger, d'Oran et de Constantine ; dépasser la logique de production de films historiques d'autoglorification ou uniquement de films d'auteurs pour explorer des genres cinématographiques différents ou nouveaux (le film policier, le film d'aventure et d'action, la comédie populaire…) pour capter le maximum de spectateurs dans leur grande diversité, cela concerne en premier lieu les cinéastes eux-mêmes ; taxer le billet d'entrée pour appuyer le financement de la production, et enfin encourager et aider à la multiplication de cités de cinéma dans des pôles pertinents (attrait géographique, existence de structures de transports multimodales…). Ce n'est qu'à ces conditions qu'on pourra enfin parler de relance du cinéma en Algérie, tous les autres choix ne feront qu'éloigner, encore pour longtemps, cette perspective, et on continuera à vivre dans un pays où l'on fait bon an, mal an quelques films en dehors du cinéma, cet éternel paradoxe algérien.

Aujourd'hui l'ENTV nous projette de gros bouillons des films turcs, égyptiens, coréens, hindous avec des personnages sans épaisseur, des discours sans aspérités, niaiseries, à la mode, scénarios sans substance. Le ministère de la Culture est dans le déni.

Au final, il agit exactement comme les négationnistes qui détruisent les œuvres de culture (cinémas, livres, pièces de théâtre) qui ne sont pas uniquement des objets physiques, mais en fait le lieu mémoriel, un axe de l'identité d'une communauté.

A ce titre, il ne peut y avoir d'identité sans mémoire, ce sont les biens culturels comme le cinéma, les livres, etc., qui font notre identité profonde.

**Layachi Salah-Eddine**

Publicité